



LES CENT JOURS DE BARACK OBAMA

Denis Lacorne

Directeur de recherche au CERI

Il est encore trop tôt pour juger du succès de l'administration Obama. Cent jours se sont écoulés sans heurt ni surprise, ce qui est déjà un résultat positif. L'hyperactivité d'un président, présent sur tous les fronts intérieurs comme extérieurs, est d'autant mieux acceptée par les Américains qu'elle est corrigée par l'apparente modération de ses propos et un calme, un sang-froid dans les négociations internationales qui illustrent la force de son caractère. Les deux-tiers des Américains ont de lui une opinion favorable et 72% d'entre eux restent optimistes pour l'avenir, malgré les ravages de la récession.

En politique intérieure, l'administration Obama a bien démontré l'inanité d'un capitalisme fondé sur la déréglementation des marchés financiers et l'encouragement d'un consumérisme incontrôlé. « L'État c'est le problème » disait jadis Reagan ; « L'État c'est la solution de vos problèmes » pourrait dire Obama aujourd'hui. C'est un interventionnisme étatique, sans précédent depuis le New Deal de Franklin Delano Roosevelt, qui, espère-t-on dans l'entourage du président, empêchera une récession durable. Pourtant rien n'est encore joué, malgré les quelques 700 milliards de dollars votés par le Congrès pour relancer la machine économique, et un plan de stabilisation bancaire coûteux et encore inachevé. Nul ne connaît encore le montant total des pertes subies par les banques, même si la moitié des banques ciblées par le gouvernement fédéral ont passé avec succès les « tests de résistance » (*stress tests*) qui leur étaient imposés.

En moins de deux ans, les États-Unis ont perdu plus de 5 millions d'emplois, et les consommateurs, effrayés par la chute rapide de leurs investissements boursiers, épargnent le peu qui leur reste pour anticiper un avenir difficile. Fallait-il nationaliser les banques, au moins temporairement ? Fallait-il mieux encourager les dépenses d'infrastructure ? Fallait-il pousser plus loin la politique fiscale de redistribution des revenus ? C'est ce que pensent les critiques de la gauche du parti démocrate, et certains économistes comme Paul Krugman et Joseph Stiglitz. Le véritable test des ambitions d'Obama et du succès de son administration portera sur sa politique de la santé, sa réforme des programmes d'enseignement et sa politique de défense de l'environnement, qui restent encore aujourd'hui à l'état d'ébauche.

En politique étrangère, peu de résultats encore, mais les signes encourageants d'un véritable changement, sinon même d'une rupture avec le bushisme. La sortie de l'Irak, le renforcement de la présence militaire américaine en Afghanistan, l'amélioration des relations avec la « vieille Europe » avaient déjà été annoncés et préparés à la fin du second mandat de Georges W. Bush. L'importance donnée à la Turquie, et l'insistance (déplacée de la part d'un président américain) pour que la Turquie intègre l'Union Européenne ne sont que la continuation de la politique des néo-conservateurs et d'un certain Albert Wohlstetter (le mentor et le directeur de thèse de Paul Wolfowitz) qui donna toujours une place de choix à la Turquie dans ses analyses stratégiques¹. La fermeture annoncée de Guantanamo, l'interdiction de la torture et donc d'une politique de « la fin justifie les moyens », la publication des notes les plus compromettantes de la CIA et du Département de la Justice à ce sujet, marquent une vraie rupture avec le bushisme. Il en est de même des politiques ou des signes d'ouverture exprimés à l'égard de l'Iran, de la Russie, de Cuba, du Venezuela et du monde islamique en général. Obama est le premier président américain qui affirma, dans son discours inaugural du 20 janvier, que l'Amérique n'était pas, après tout, une nation chrétienne, mais « une nation de chrétiens et de musulmans, de juifs et d'hindous, et de non-croyants ». Il est aussi le premier président américain à dire, lors de son intervention au Parlement turque du 6 avril : « Les États-Unis ne sont pas, et ne seront jamais en guerre avec l'Islam ». On ne pouvait mieux enterrer l'Axe du Mal et le « Grand discours de la Terreur² », si chers à George W. Bush.

¹ Sur ce sujet, voir le livre essentiel de Justin Vaïsse, *Histoire du néoconservatisme aux États-Unis*, Paris, Odile Jacob, 2008. Sur la politique étrangère de George W. Bush, voir *La Présidence impériale de Franklin D. Roosevelt à George W. Bush* (dir. D. Lacome et J. Vaïsse), Paris, Odile Jacob, 2007 et dans une perspective historique plus complète encore, Pierre Melandri, *Histoire des États-Unis contemporains*, André Versailles éditeur, 2008.

² Voir Gilles Kepel, *Terreur et martyre. Relever le défi de civilisation*, Paris, Flammarion, 2008, coll. « Champs actuel ».

Barack Obama a manifestement œuvré avec zèle pour la restauration de l'image des États-Unis dans le monde. Mais des choix décisifs restent à faire concernant le conflit israélo-palestinien, l'Iran, le Pakistan, l'Afghanistan, la Chine, Cuba... Pendant ses premiers cent jours, Obama donna de nombreuses preuves d'ouverture et de bonne volonté, tout en insistant sur les vertus d'un vrai multilatéralisme. Quel contenu donnera-t-il à ses bonnes intentions ? Quelle fermeté exprimera-t-il le moment venu au Proche et au Moyen-Orient ? Quelle place réservera-t-il à ses alliés européens ? Il est encore trop tôt pour se prononcer. « Oubliez les 100 jours, disent certains experts, ce qui compte, c'est le seuil des 200³. » Comme Roosevelt, mais avec des moyens plus modernes, -- la télévision, l'internet, la blogosphère--, Obama s'est révélé être un excellent communicateur. Son langage posé, confiant, souriant est l'un de ses grands atouts et la raison du succès symbolique de ces 100 premiers jours. Encore 100 jours et le « test de résistance » s'appliquera à lui comme aux banques. On le jugera alors sur des réalités tangibles.

Les quatre textes qui suivent, consacrés à différents aspects novateurs de la politique intérieure de Barack Obama et à la formulation de sa politique étrangère, offrent plus que des pistes à suivre. Ils repèrent avec précision et un vrai sens de la nuance des tendances à venir, des éléments de rupture et de continuité avec le passé, et des signes de transformation de la relation entre l'Europe et les États-Unis.

³ Corine Lesnes, « Barack Obama, la volonté de changer les règles et de concilier les antagonismes », *Le Monde*, 30 avril, 2009.